



FINANCEMENT EUROPEEN DU NUCLEAIRE

100 % libres
...100 % vous !

La CFE Énergies salue la décision de la Banque Européenne d'Investissement en matière de financement du nucléaire

Alors que quelques ONG font feu de tout bois pour interdire toute forme de financement européen en faveur de l'énergie nucléaire, la CFE Énergies salue la décision que la Banque Européenne d'Investissement (BEI) vient de prendre en incluant le financement des technologies couvertes par le règlement du Net Zero Industry Act (NZIA) dans sa feuille de route stratégique pour 2024-2027.

En faisant explicitement référence au NZIA qui inclut le nucléaire dans les technologies devant être soutenues au nom de la neutralité carbone, la BEI est sortie de sa timidité en la matière, et vient de franchir un pas conforme au traité Euratom qui, faut-il le rappeler, est un des traités fondateurs de l'Union Européenne.

Pour la CFE Énergies qui défend la neutralité technologique bas carbone et qui a été un des artisans de l'intersyndicale européenne ayant œuvré à l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie européenne, cette évolution de la BEI est une avancée pour les objectifs européens de décarbonation et de souveraineté industrielle.

Au moment où nombre de pays européens font le choix de recourir à l'énergie nucléaire, y compris l'Italie dont les dirigeants n'hésitent plus à soutenir publiquement l'option nucléaire, ces objectifs de décarbonation et de souveraineté industrielle doivent être la priorité de la mandature européenne qui est en train de s'ouvrir.

La CFE Énergies ne peut donc que prendre acte de la déclaration des dirigeants européens à l'issue du Conseil européen du 27 juin selon laquelle ils « *feront preuve de pragmatisme sur la voie de la neutralité climatique d'ici à 2050* » et « *l'électrification utilisera toutes mes solutions bas carbone* ».

La CFE Énergies salue d'autant plus cette décision de la BEI qu'elle l'avait appelée de ses vœux durant la campagne des élections européennes au cours de laquelle elle avait rendu public un manifeste sur l'avenir de l'Europe de l'énergie.

La pérennisation de l'outil nucléaire européen, qu'il s'agisse de la prolongation des réacteurs existants, de la construction de nouvelles capacité nucléaires ou du développement d'une offre industrielle européenne en matière de SMR, répond en effet aux objectifs de défense d'un écosystème industriel européen qui est à la fois souverain mais aussi pourvoyeur d'emplois durables et qualifiés pour plus d'un million de salariés européens.

La CFE Énergies espère désormais voir la concrétisation de ces orientations avec des programmes de financement à la mesure des besoins et ce premier pas en matière d'accès aux fonds européens bientôt suivi d'autres. C'est à cette condition que les nouveaux dirigeants européens démontreront qu'ils œuvrent à l'avenir des salariés de l'industrie nucléaire européenne.